


Yvan Colonna est mort, trois semaines après son agression en prison

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 57 minutes,
Mis à jour il y a 19 minutes

▶ [Écouter cet article](#) ⓘ

00:00/01:58 

Le militant indépendantiste corse, condamné à la perpétuité pour l'assassinat du préfet Erignac en 1998, est décédé ce lundi, après avoir été violemment agressé en prison le 2 mars dernier par un détenu djihadiste.

Le militant indépendantiste corse Yvan Colonna, condamné depuis 2012 à la perpétuité pour l'assassinat du préfet Erignac en 1998, est mort ce lundi des suites de sa violente agression en prison, le 2 mars, a annoncé sa famille à l'AFP, via son avocat Patrice Spinosi. *«La famille d'Yvan Colonna confirme son décès ce soir à l'hôpital de Marseille. Elle demande que son deuil soit respecté et ne fera aucun commentaire»*, a précisé Me Spinosi à l'AFP, confirmant ainsi une information également obtenue par l'AFP de source policière et donnée initialement par le quotidien *Le Parisien*. Cette agression avait provoqué une explosion de colère, avec des manifestations parfois violentes, à travers toute la Corse, et ce pendant près de deux semaines.

Yvan Colonna, âgé de 61 ans, était dans le coma depuis son agression début mars à la maison centrale d'Arles (Bouches-du-Rhône), où il purgeait sa peine de prison pour sa participation à l'assassinat du préfet Claude Erignac en 1998 à Ajaccio. Il avait été violemment agressé dans la salle de sport de la prison par Franck Elong Abé, un Camerounais de 36 ans présenté comme un «djihadiste», qui purgeait plusieurs peines dont une de neuf ans d'emprisonnement pour «association de malfaiteurs terroriste».

Manifestations violentes

Cette agression a été le détonateur des tensions entre l'État et les nationalistes, frustrés que leurs victoires dans les urnes, aux élections territoriales de 2015, 2017 puis 2021, n'aient pas fait aboutir leurs revendications. Des manifestations parfois violentes ont eu lieu à travers toute la Corse. Cette colère avait culminé en émeutes le 13 mars à Bastia, avec une manifestation qui avait fait 102 blessés, dont 77 du côté des forces de l'ordre. Le calme est revenu la semaine passée avec une visite de trois jours en Corse du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, visite lors de laquelle le locataire de la place Beauvau a promis des discussions avec les élus corses et les forces vives de l'île qui pourraient mener à une éventuelle autonomie pour la collectivité.

Définitivement condamné depuis 2012 à la perpétuité pour l'assassinat du préfet Erignac en 1998, Yvan Colonna était libérable en droit depuis 2021. Contrairement aux deux autres membres du commando Alain Ferrandi et Pierre Alessandri, il n'avait pas encore déposé de demande d'aménagement de peine à la date de son agression. Le gouvernement avait annoncé le 8 mars qu'Yvan Colonna n'était plus considéré comme «*détenu particulièrement signalé*» (DPS). «*Cette décision (...) se fonde sur la particulière gravité de la situation de santé d'Yvan Colonna*», avait alors fait valoir Matignon.

L'agresseur d'Yvan Colonna, Franck Elong Abé, a été mis en examen pour tentative d'assassinat terroriste. Selon plusieurs sources, il avait justifié son acte par le fait que le militant corse aurait blasphémé et «*mal parlé du Prophète*». Arrêté par l'armée américaine en Afghanistan, cet homme de 36 ans avait connu «*un parcours très chaotique en début d'incarcération*», marqué par plusieurs transferts, des violences envers son entourage «*mais surtout (...) un nombre important de tentatives de suicide*», avait détaillé Laurent Ridet, le directeur de l'administration pénitentiaire d'Arles. Le militant indépendantiste a été victime «*d'une strangulation à mains nues puis d'un étouffement*», avec un sac plastique, avait précisé le procureur de Tarascon Laurent Gumbau.